1866

N° 164

Le associazioni si ricevono in Firenze dalla Tipografia Eredi Botta, via del Castellaccio, n° 20.

Nelle Provincie del Regno con *vaglia postale* affrancato diretto alla detta Tipografia e dai principali Librai. — Fuori del Regno, alle Direzioni postali.

Le associazioni hanno principio col 1° d'ogni mese.

GAZZETTA UFFICIALE

DEL REGNO D'ITALIA

SI PUBBLICA TUTTI I GIORNI COMPRESE LE DOMENICHE

Le inserzioni giudiziarie [illegible] centesimi per linea o spazio di linea.

Le altre inserzioni 30 cent. per [illegible] spazio di linea.

Il prezzo delle associazioni ed inserzioni deve essere anticipato.

Un numero separato centesimi 20. Arretrato centesimi 40.

PREZZO D'ASSOCIAZIONE

		Anno	Semestre	Trimestre
Per Firenze	Compresi i Rendiconti ufficiali del Parlamento	L.	22	12
Per le Provincie del Regno		» 46	24	13
Svizzera		» 58	31	17
Roma (*franco ai confini*)		» 52	27	15

FIRENZE, Venerdì 15 Giugno

PREZZO D'ASSOCIAZIONE

		Anno	Semestre	Trimestre
Francia	Compresi i Rendiconti ufficiali del Parlamento	L. 82	48	27
Inghil., Belgio, Austria e Germ.		» 112	60	35
Id. per il solo giornale senza i Rendiconti ufficiali del Parlamento		» 82	44	24

PARTE UFFICIALE

Il numero 2940 *della raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno contiene il seguente decreto*:

VITTORIO EMANUELE II
PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE
RE D'ITALIA

Visto l'articolo 5 dello Statuto del regno;

Sentito il Consiglio dei ministri;

Sulla proposta del presidente del Consiglio, Nostro ministro segretario di Stato per gli affari esteri;

Abbiamo decretato e decretiamo quanto segue:

Articolo unico. Piena ed intiera esecuzione sarà data alla Convenzione per la estradizione dei malfattori conchiusa tra l'Italia ed il Principato di Monaco, e sottoscritta in Firenze addì ventisei marzo mille ottocento sessantasei, le cui ratificazioni furono ivi scambiate il diciannove maggio stesso anno.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato in Firenze addì 20 maggio 1866.

VITTORIO EMANUELE.

La Marmora

Convenzione per la estradizione dei malfattori tra l'Italia ed il Principato di Monaco

VITTORIO EMANUELE II
PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE
RE D'ITALIA

A tutti coloro che le presenti vedranno, salute:

Una Convenzione per l'estradizione dei malfattori essendo stata conchiusa tra Noi e Sua Altezza Serenissima il Principe di Monaco, e sottoscritta dai rispettivi Plenipotenziari in Firenze addì ventisei del mese di marzo del corrente anno milleottocentosessantasei.

Convenzione del tenore seguente:

Sa Majesté le Roi d'Italie et Son Altesse Sérénissime le Prince de Monaco, désirant assurer la répression des crimes, et voulant introduire un système de concours réciproque pour l'administration de la justice pénale, ont résolu d'un commun accord de conclure une Convention et ont nommé à cet effet pour leurs Plénipotentiaires, savoir:

Sa Majesté le Roi d'Italie, Monsieur le chevalier Auguste Peiroleri, Chevalier de Son Ordre des Saints Maurice et Lazare, Commandeur de 2.me classe du Danebrog, Chevalier des Ordres de Léopold de Belgique, de Wasa de Suède et du Lion Néerlandais, Chef du Bureau commercial au Ministère des Affaires Étrangères;

Et Son Altesse Sérénissime le Prince de Monaco, Monsieur le comte Adrien Piccolomini, Officier de Son Ordre de Saint Charles, Chevalier des Ordres de Saint Grégoire le Grand, de la Légion d'Honneur, de l'Ordre Hyérosolimitain du Saint Sépulcre et de l'Ordre de Saint Marin, Son Consul Général à Florence;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants:

Art. 1. Le Gouvernement italien et le Gouvernement monégasque s'engagent à se livrer réciproquement les individus qui, ayant été condamnés ou étant poursuivis par les Autorités compétentes de l'un des deux États contractants pour l'un des crimes ou délits énumérés à l'articolo 2 ci-après, se seraient réfugiés sur le territoire de l'autre.

Art. 2. L'extradition devra être accordée pour les infractions suivantes aux lois pénales:

1° Parricide, infanticide, assassinat, empoisonnement, meurtre.

2° Coups et blessures volontaires ayant occasionné la mort.

3° Bigamie, rapt, viol, avortement procuré, prostitution ou corruption des mineurs par les parents ou toute autre personne chargée de leur surveillance.

4° Enlèvement, recèlement ou suppression d'enfant, substitution d'un enfant à un autre, ou supposition d'un enfant à une femme, qui ne sera pas accouchée.

5° Incendie.

6° Dommage causé volontairement aux chemins de fer et aux télégraphes.

7° Association de malfaiteurs, extorsion commise à l'aide de violence, rapine, vol qualifié, spécialement le vol avec violence ou effraction et le vol de grand chemin.

8° Contrefaçon ou altération de monnaies, introduction ou émission frauduleuse de fausse monnaie;

Contrefaçon de rentes ou obligations sur l'État, des billets de Banque ou de tout autre effet public, introduction et usage de ces mêmes titres contrefaits;

Contrefaçon d'actes souverains, de sceaux, poinçons, timbres et marques de l'État ou des administrations publiques et usage de ces objets contrefaits;

Faux en écriture publique ou authentique, privée, de commerce et de banque, et usage d'écritures falsifiées.

9° Faux témoignages et fausse expertise, subornation de témoins et d'experts, calomnie.

10° Soustractions commises par des officiers au dépositaires publics.

11° Banqueroute frauduleuse.

12° Faits de baraterie.

13° Sédition parmi l'équipage dans les cas, où des individus faisant partie de l'équipage d'un bâtiment se seraient emparés dudit bâtiment par fraude ou violence envers le commandant ou l'auraient livré à des pirates.

14° Abus de confiance (appropriazione indebita), escroquerie et fraude.

Pour ces infractions l'extradition sera accordée, si la valeur de l'objet extorqué dépasse mille francs.

Il est entendu que l'extradition sera aussi accordée pour toute sorte de complicité ou participation aux infractions susmentionnées.

Art. 3. L'extradition ne sera jamais accordée pour les crimes ou délits politiques. L'individu qui serait livré pour une autre infraction aux lois pénales, ne pourra dans aucun cas être jugé ou condamné pour un crime ou délit politique commis antérieurement à l'extradition, ni pour aucun fait connexe à ce crime ou délit.

Il ne pourra non plus être poursuivi ou condamné pour toute autre infraction antérieure à l'extradition et non comprise dans la présente Convention, à moins que, après avoir été puni ou définitivement acquitté du crime qui a motivé l'extradition, il n'ait pas quitté le pays avant l'expiration d'un délai de trois mois, ou bien qu'il n'y soit retourné.

Art. 4. L'extradition ne pourra avoir lieu si depuis les faits imputés, les poursuites ou la condamnation, la prescription de l'action ou de la peine est acquise d'après les lois du pays dans lequel le prévenu ou le condamné s'est réfugié.

Art. 5. Dans aucun cas et pour aucun motif les Hautes Parties contractantes ne pourront être tenues è se livrer leurs nationaux.

Lorsque d'après les lois en vigueur dans l'État auquel le coupable appartient, il y aura lieu à le poursuivre à raison de l'infraction commise dans l'autre État, ce dernier communiquera les informations et les pièces, les objets constituant le corps du délit et tout autre document ou éclaircissement requis pour l'affaire criminelle ou correctionelle.

Art. 6. Lorsque le condamné ou le prévenu sera étranger aux deux États contractants, le Gouvernement qui doit accorder l'extradition informera celui du pays, auquel appartient l'individu réclamé de la demande qui lui a été adressée; et si ce dernier Gouvernement réclame à son tour le coupable pour le faire juger par ses tribunaux, celui auquel la demande d'extradition a été faite pourra à son choix le livrer à l'État sur le territoire duquel le crime ou délit a été commis, ou à celui auquel ledit individu appartient.

Si le condamné ou le prévenu, dont l'extradition est demandée en conformité de la présente convention par l'une des deux Parties contractantes, est réclamé aussi par un autre ou par d'autres Gouvernements, pour des crimes ou détits commis par le même individu sur les territoires respectifs, ce dernier sera livré au Gouvernement de l'État, dont la demande aura une date plus ancienne.

Art. 7. Si l'individu réclamé est puorsuivi ou condamné dans le pays où il s'est réfugié pour un crime au délit commis dans ce même pays, son extradition pourra être différée jusqu'à ce qu'il ait été acquitté par une sentence définitive, ou qu'il ait subi sa peine.

Art. 8. L'extradition sera toujours accordée lors même que le prévenu viendrait, par ce fait, à être empêché de remplir les engagements contractés envers des particuliers, lesquels pourront toutefois faire valoir leurs droits auprès des autorités judiciaires compétentes.

Art. 9. L'extradition sera accordée sur la demande adressée par l'un des deux Gouvernements à l'autre par voie diplomatique, et sur la production d'un arrêt de condamnation ou de mise en accusation, d'un mandat d'arrêt ou de tout autre acte ayant la même force que ce mandat, et indiquant également la nature et la gravité des faits poursuivis, ainsi que la disposition pénale applicable à ces faits, les actes seront délivrés en original ou en expédition authentique, soit par un tribunal, soit par toute autre autorité compétente du pays qui demande l'extradition.

On fournira en même temps, si c'est possible, le signalement de l'individu réclamé, ou toute autre indication de nature à en constater l'identité.

Art. 10. Dans les cas urgents et surtout lorsqu'il y a danger de fuite, chacun des deux Gouvernements, s'appuyant sur l'existence d'un arrêt de condamnation ou de mise en accusation ou d'un mandat d'arrêt, pourra par le moyen le plus prompt et même par le télégraphe demander et obtenir l'arrestation du condamné ou du prévenu à condition de présenter dans le plus bref délai, le document dont on a indiqué l'existence.

Art. 11. Les objets volés ou saisis en la possession du condamné ou du prévenu, les instruments et outils, dont il se serait servi pour commettre le crime ou délit, ainsi que toute autre pièce de conviction, seront rendus, en même temps que s'effectuera la remise de l'individu arrêté, même dans le cas, où l'extradition après avoir été accordée, ne pourrait avoir lieu par suite de la mort ou de la fuite du coupable. Cette remise comprendra aussi tous les objets de la même nature que le prévenu aurait cachés ou déposés dans le pays, où il s'est réfugié, et qui y seraient trouvés plus tard.

Sont cependant réservés les droits des tiers sur les objets susmentionnés, qui devront leur être rendus sans frais après la conclusion de l'affaire criminelle ou correctionnelle.

Art. 12. Les frais d'arrestation, d'entretien et de transport de l'individu, dont l'extradition aura été accordée ainsi que ceux de consignation et de transport des objets, qui aux termes de l'article précédent doivent être restitués ou remis, resteront à la charge de l'Etat qui a fait la demande de l'extradition.

Dans le cas où le transport par mer serait jugé préférable, l'individu à extrader sera conduit au port que désignera le Gouvernement réclamant, aux frais duquel il sera embarqué.

Art. 13. Si l'un des deux Gouvernements juge nécessaire pour l'instruction d'une affaire criminelle ou correctionnelle, la déposition des témoins domiciliés sur le territoire de l'autre Etat, ou tout autre acte d'instruction judiciaire, des lettres rogatoires, adressées par voie diplomatique, seront à cet effet expédiées en due forme par la Cour d'appel compétente du Royaume d'Italie au tribunal supérieur de la Principauté de Monaco, et réciproquement, lesquels seront tenus d'y donner cours, conformément aux lois en vigueur dans le pays où le témoin sera entendu ou l'acte délivré.

Art. 14. Dans le cas où la comparition personnelle d'un témoin serait nécessaire, le Gouvernement, dont il dépend, s'engagera à obtempérer à l'invitation qui lui en aura été faite par l'autre Gouvernement. Si les témoins requis consentent à partir, les passaports nécessaires leur seront aussitôt délivrés et les Gouvernements respectifs s'entendront pour fixer l'indemnité, qui leur sera accordée par l'Etat réclamant en raison de la distance et du séjour, ainsi que l'avance des fonds, qui devra préalablement être fait.

Dans aucun cas ces témoins ne pourront être arrêtés ou molestés pour un fait antérieur à la demande de comparition, pendant leur séjour forcé dans le lieu, où le juge qui doit les entendre, exerce ses fonctions, ni pendant le voyage soit en allant, soit en retournant.

Art. 15. Si, à l'occasion d'une affaire criminelle ou correctionnelle instruite dans l'un des deux Etats contractants, il devient nécessaire de procéder à la confrontation du prévenu avec des coupables détenus dans l'autre Etat ou de produire des pièces de convinction ou des documents judiciares qui lui appartiennent, la demande devra en être faite par voie diplomatique, et excepté le cas où des considérations exceptionnelles s'y opposeraient, on devra toujours déférer à cette demande, à la condition toutefois de renvoyer le plutôt possible les détenus et de restituer les pièces et les documents susindiqués.

Les frais de transport d'un Etat à l'autre des individus et des objets ci-dessus mentionnés, ainsi que ceux occasionnés par l'accomplissement des formalités énoncées à l'art. 13 seront supportés par le Gouvernement qui en a fait la demande.

Art. 16. Les deux Gouvernements s'engagent à se communiquer réciproquement les arrêts de condamnation pour crimes et délits de toute espèce qui auront été prononcés par les tribunaux de l'un des deux États contre les sujets de l'autre. Cette communication sera effectuée moyennant l'envoi par voie diplomatique du jugement prononcé et devenu définitif, au Gouvernement dont le condamné est sujet, pour être déposé au greffe du tribunal, qu'il appartiendra.

Chacun des deux Gouvernements donnera à ce sujet les instructions nécessaires aux autorités compétentes.

Art. 17. La présente Convention est conclue pour cinq années à partir du jour de l'échange des ratifications. Dan le cas où aucun des deux Gouvernements n'aurait notifié six mois avant la fin de ladite période, son intention d'en faire cesser les effets, elle demeurera obligatoire pour cinq autres années, et ainsi de suite de cinq en cinq ans.

Art. 18. La présente Convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Florence, dans l'espace de trois mois, ou plutôt si faire se peut.

En foi de quoi les deux plénipotentiaires l'ont signée en double original et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Florence le vingtsixième jour du mois de mars, l'an de grâce milhuitcent soixante six.

Le plénipotentiaire de S. M. le Roi d'Italie
Signé: A. Peiroleri.
(*L. S.*)

Le plénipotentiaire de S. A. S. le prince de Monaco
Signé: Adriano Piccolomini.
(*L. S.*)

Noi avendo veduto ed esaminato la qui sovrascritta Convenzione ed approvandola in ogni e singola sua parte, l'abbiamo accettata, ratificata e confermata, come per le presenti l'accettiamo, ratifichiamo e confermiamo, promettendo di osservarla e di farla inviolabilmente osservare. In fede di che Noi abbiamo firmato di Nostra mano le presenti lettere di ratificazione e vi abbiamo fatto apporre il Nostro Reale sigillo. Date a Firenze addì sei del mese di maggio l'anno del Signore milleottocento sessantasei e del Regno Nostro il decimottavo.

VITTORIO EMANUELE.

Per parte di S. M il Re
Il presidente del Consiglio ministro segretario di Stato per gli affari esteri
Alfonso La Marmora.

Il numero 2944 *della raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno contiene il seguente decreto:*

VITTORIO EMANUELE II
PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE
RE D'ITALIA

In virtù della facoltà concessa al Governo del Re colla legge 1° maggio 1866, n° 2872;

Nella previdenza che i mezzi e i modi ordinarii di avanzamento non possano sopperire al bisogno d'ufficiali subalterni nell'Armi d'artiglieria e del genio;

Sulla proposta del Nostro ministro della guerra;

Abbiamo decretato e decretiamo:

Art. 1. È aperto un concorso alle condizioni sotto divisate per cento posti da sottotenenti nell'Arma di artiglieria e per quaranta posti nell'Arma del genio, ai quali posti saranno nominati, sulla proposta del Nostro ministro della guerra, altrettanti giovani che ne facciano domanda e che sieno laureati in matematiche pure, ovvero abbiano superato l'esame dal 3° al 4° anno in detta Facoltà.

Art. 2. Per essere ammessi al concorso di cui all'articolo precedente, i candidati dovranno soddisfare alle seguenti condizioni:

1° Essere regnicoli, salvo quelle eccezioni che il Governo giudicasse di fare conforme al disposto dell'art. 51 della legge 20 marzo 1854 sul reclutamento dell'Esercito;

2° Aver riportato in una delle Università dello Stato e nella Facoltà di matematiche pure la laurea ovvero anche soltanto il diploma di licenza a mente dell'art 17 del regolamento speciale per le Facoltà matematiche, approvato con R. decreto 14 settembre 1862;

3° Aver compiuta l'età di anni 18 e non superata quella di 26 al 1° luglio 1866;

4° Soddisfare alle condizioni prescritte dalla sovra citata legge 20 marzo 1854 per l'arruolamento volontario.

Art. 3. Quando il numero dei richiedenti superasse il numero prefisso, avranno ragione alla precedenza nell'ammissione:

1° Quelli che già fossero al servizio militare nell'Esercito;

2° Quelli che fossero arruolati nei Corpi Volontari Italiani;

3° Quelli non militari, già laureati nella Facoltà di matematiche pure;

4° Quei non militari muniti del diploma di licenza o dell'equivalente attestato di aver subito gli esami dal 3° al 4° anno nella detta Facoltà, e giusta il numero dei voti che avranno riportato in tali esami.

Art. 4. I sottotenenti che saranno nominati per effetto del presente decreto, prima di prestar servizio nelle armi rispettive, dovranno attendere ad un corso teorico-pratico-militare della durata di sei ad otto mesi presso le Scuole di applicazione delle armi di artiglieria e genio secondo le norme ed i programmi speciali da stabilirsi dal Nostro ministro della guerra, colla riserva di completare poi a tempo opportuno quegli studi ed istruzioni tecniche e scientifiche che si richiedono per percorrere la carriera militare nelle prementovate Armi.

Art. 5. La loro anzianità nel grado verrà regolata secondo l'esito degli esami che dovranno subire al termine del corso anzi accennato.

Quelli che non riuscissero a superare tali esami potranno essere ammessi a ripetere per una volta il corso, ovvero transiteranno nelle Armi di fanteria e cavalleria coll'anzianità dal giorno della loro nomina a sottotenenti.

Art. 6. Ad occupare i posti effettivi da sottotenenti che si renderanno vacanti nelle Armi dell'artiglieria e del genio, i centoquaranta sottotenenti che saranno nominati in virtù del presente decreto, unitamente a quelli provenienti dalla Regia Militare Accademia, concorreranno coi sott'ufficiali dell'Arma rispettiva nelle proporzioni stabilite dalla vigente legge sull'avanzamento dell'Esercito.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Firenze li 7 giugno 1866.

VITTORIO EMANUELE.

Pettinengo.

Il numero 2968 *della raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno contiene il seguente decreto:*

VITTORIO EMANUELE II
PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE
RE D'ITALIA

In virtù della facoltà conceduta colla legge del 1° maggio 1866, n° 2872;

Veduti i decreti 20 novembre 1859, n° 3773 e 15 dicembre 1860;

Veduta la legge 6 agosto 1862, n° 737;

Veduta la legge 24 agosto 1862, n° 788;

Sentito il Consiglio dei ministri;

Sulla proposizione del ministro delle finanze;

Abbiamo decretato e decretiamo quanto segue:

Articolo unico. È autorizzata la fabbricazione e la emissione di monete di bronzo di dieci centesimi secondo il sistema stabilito dal decreto 20 novembre 1859, n° 3773 e dalla legge 6 agosto 1862, n° 737, per un valòr nominale di sedici milioni di lire.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dat. Firenze, addì 14 giugno 1866.

VITTORIO EMANUELE.

A. Scialoja.

S. M., sulla proposta del ministro dell'interno con decreti in data 26 *e* 29 *aprile*, 3, 6, 10, 13 *e* 19 *maggio* 1866, *ho fatto le seguenti nomine e promozioni nell'Ordine Mauriziano*:

A grand' uffiziale:

Prudente dott. Francesco, senatore del Regno, presidente della Commissione medica di vigilanza per la provincia di Napoli.

A commendatori:

Nolli cav. Rodrigo, sindaco del comune di Napoli;

Amore cav. Nicola, già questore di pubblica sicurezza in Napoli;

Valiante barone Tomaso, capo di stato maggiore della G. N. di Napoli;

Marchetti cav. avv. Luigi, sindaco del comune di Vercelli;

Airenti cav. Giuseppe;

Martinelli Massimiliano, consigliere di Stato;

Busacca Raffaele, consigliere di Stato;

Ferraris avv. Luigi, presidente del Consiglio provinciale di Torino.

Ad uffiziali:

Turchi cav. Marino, presidente della Commissione igienica di Napoli;

Di Martino Giacomo, segretario del comitato promotore dei soccorsi pei colerosi in Napoli;

Mazza avv. Paolo, membro della deputazione provinciale di Torino;

Villa Vittorio, id. id.

A cavalieri:

Margotta dott. Vito Antonio, segretario del Consiglio sanitario e della Commissione di vigilanza in Napoli;

Panichi Giuseppe, sindaco del comune di San Giovanni a Teduccio;

Brancaccio dott. Antonio, già sindaco del comune di Torre del Greco;

Carafa Nicola, duca di Forlì, cassiere del Comitato promotore dei soccorsi pei colerosi in Napoli;

Cotronei dott. Giovanni;

Pasini Pilade di Colombara;

Mongini Pietro;

Stampa dott. Cesare, residente a Costantinopoli;

Veneziani ..... id. id.;

Pensa Mansueto, giudice assessore del tribunale consolare di Alessandria d'Egitto;

De Romano dottore, residente in Alessandria d'Egitto;

Piazzi Domenico, id. id.;

Piazza Arturo, presidente della Società operaia di Alessandria d'Egitto;

Pierni dott. Carlo Natale, residente in Alessandria d'Egitto;

Martini dott. Giovanni, residente al Cairo;

Ambron dott. Abramo, id. id.;

Nardi Giovanni, farmacista, id. id;

Brufel Giovanni, negoziante italiano domiciliato in Smirne;

Cutufa dott. Alessandro, residente a Bayrouth;

Gallini Carlo, sindaco del comune di Voghera;

Ferreri notaio Pietro, sindaco del comune di Chivasso;

Mattei Francesco, maggiore di Guardia Nazionale in Livorno;

Camasio Pietro Paolo, sindaco del comune di Valenza;

Masino Carlo, sindaco del comune di Salussola;

Calvi Vincenzo, segretario capo di prefettura, in riposo;

Chiabrera D. Giuseppe, parroco di Melazzo.

S. M., sulla proposta del ministro della marina, in udienza del 7 giugno 1866, faceva le seguenti disposizioni:

Cobucci Carlo, medico di corvetta di 1ª classe nel Corpo sanitario militare marittimo, in aspettativa per infermità temporarie non provenienti dal servizio, richiamato in attività;

Sette Vito, id. di 2ª classe id., revocato il decreto 22 aprile 1866, che accordavagli la volontaria demissione;

Testa Gerolamo, dottore in medicina e chirurgia, nominato medico di corvetta di 2ª classe id., per il tempo della guerra;

Pugnalini Giuseppe, id. id.;

De Bortolazzi Domenico, id. id.;

Occhini Pietro, id. id.;

Giarnieri Domenico, id. id.;

Camerini Cesare, id. id.

Per decreto ministeriale in data 15 giugno 1866, i sotto descritti individui sono stati nominati nei Corpi Volontari Italiani ai gradi per ciascuno indicati, colle competenze stabilite pel loro grado a far tempo dal giorno della loro presentazione al Corpo.

Essi dovranno partire immediatamente per raggiungere la loro destinazione.

(*Questo avviso servirà ai medesimi di partecipazione ufficiale.*)

I comandanti dei circondari si atterranno a loro riguardo alle prescrizioni di cui nella Nota inserta nel *Giornale Militare* del 28 maggio 1866, n° 100 a pagina 384.

La Porta Luigi, luogotenente colonnello nel Corpo di stato maggiore;

Calvino cav. Salvatore, maggiore id.;

Damiani Abele, id. id.;

Siccoli cav. Stefano, id. id., in soprannumero

e senza stipendio in seguito a sua domanda colle sole competenze in natura;
Ronchei Amos, capitano id.;
Coletti Ottavio, capo sezione al Ministero della guerra, capitano id.;
Curzio Francesco, capitano id.;
Pigozzi Antonio, id. id.;
Civinini Giuseppe, id. id.

Bernieri Cesare, maggiore nel 2° reggimento;
Caravita marchese Alfonso, id. nel 7° id.;
Camozzi Gabriele, id. nell'8° id.;
Cucchi Francesco, id. nel 10° id.;
De Guerra Ferdinando sottotenente nel 1° id.;
Moretti Francesco, id. nell'8° id.;
Zanolli Attilio, id. nel 9° id.;
Migliorati Alfonso, id. nel 10° id.;
De Zorzi Ippolito, id. nel 10° id.;
Fontana Giovanni, luogotenente nel 1° battaglione Bersaglieri Volontari;
Silnewski Emanuele, sottotenente id.;
Malatesta Luigi, id. id.;
Toncini Marcello, id. id.;
Rissotto Luigi, id. id.

Rettifiche:

Zolli Gaspare, luogotenente nel 1° reggimento; leggasi Giuseppe;
Rossi Gioanni, capitano nel 7° reggimento; leggasi Bossi;
De Roveda cav. Enrico, capitano nel 7° reggimento; leggasi De Poveda;
Tomei Achille, sottotenente nel 4° reggimento; leggasi nel 7°.

Elenco dei funzionari ed impiegati dell'intendenza militare dei Corpi Volontari Italiani da nominarsi a compimento della pianta stabilita.

Con decreto 15 giugno 1866, a commissario di guerra di 1ª classe:
Manari Antonio, con destinazione a Bari.

Con decreto del 14 giugno 1866 a scrivano di 2ª classe:
Collini avv. Angelo, con destinazione a Barletta.

Con decreti 15 giugno 1866, a Volontari:
Renzi Pio con destinazione a Como;
Zorzi Napoleone, id. a Bari;
Butteri Andrea, id. a Barletta;
Bassi Camillo, id. a Bari;
Padoa Vittorio, id. a Como;
Dall'Ongaro ingegnere Luigi, id. id.;
Sirovich avv. Spiridione, id. id.;
Ceramelli ingegnere Enrico, id. id.;
Folbert Federico, id. id.;
D'Eccheri Edoardo, id. a Barletta;
Osma professore Antigio, id. a Como;
Urangia-Tazzoli Enrico, id. id.;
Marangoni Carlo, id. id.;
Marangoni Alessandro, id. a Bari;
Cavalotti Felice, id. a Como;
Praga Emilio, id. id.;
Arcari Sante, id. a Barletta;
Parmegiani Enrico, id. a Como;
Gregory Leopoldo, id. id.

Rettifiche:

Mentruccoli Oreste, nominato sotto-commissario di guerra di 2ª classe; leggasi Montruccoli;
Martinati professore Luigi, commissario di guerra di 1ª classe; leggasi sotto-commissario di guerra di 1ª classe.

Destinazioni da assegnarsi ai funzionari ed impiegati d'Intendenza militare del Corpo dei Volontari Italiani stati nominati col decreto ministeriale 14 giugno 1866, inserto nella *Gazzetta ufficiale* dello stesso giorno, n° 163.

Sono destinati a Bari i signori:
Eller Giovanni Battista, sotto-commissario di guerra di 2ª classe;
Giacomelli dott. Pietro, id. aggiunto;
Canini Marcantonio, id. id.;
Bambi Gaetano, scrivano di 1ª classe;
Rezza Ercole, id. id.;
Scandellari dott. Emilio, id. id.;
Cavalotto Carlo, id. di 2ª classe.

Sono destinati a Barletta i signori:
Martinati prof. Luigi, sotto-commissario di guerra di 1ª classe;
Manari Lorenzo, id. di 2ª classe;
Nani conte Giacomo, id. aggiunto;
Minelli dott. Gustavo, scrivano di 1ª classe;
Ponti ing. Edoardo, id. id.;
Piccoli Tommaso, id. id.;
Fabiani Pietro, id. di 2ª classe.

I funzionari ed impiegati non compresi nelle sovra indicate destinazioni si recheranno a Como.

PARTE NON UFFICIALE

INTERNO

SENATO DEL REGNO

Il Senato è convocato in seduta pubblica domani 16 corrente alle 2 pomeridiane per la discussione dei seguenti progetti di legge:

1° Provvedimenti finanziari;

2° Riordinamento dell'istruzione primaria;

3° Convenzione monetaria tra l'Italia, la Francia, il Belgio e la Svizzera;

4° Cittadinanza italiana al prof. Giacomo Moleschott.

CAMERA DEI DEPUTATI

Nella tornata del mattino di ieri la Camera terminò la discussione dello schema di legge concernente il compimento della rete stradale di Sicilia, che approvò, uditi tuttavia ragionare di esso i deputati Monti Coriolano, Majorana Benedetto, Cordova, Pugliese, Bertolami, De Cesare, Majorana-Calatabiano, il ministro dei lavori pubblici e il relatore La Porta.

Approvò inoltre senza discussione un altro disegno di legge che autorizza la compera di paranzelle pel servizio di dogana.

Nella tornata pomeridiana la Camera approvò parimenti senza contestazione alcuna un disegno di legge che dà facoltà di fare anticipatamente la leva militare sopra i nati nel 1846; e poscia continuò la discussione dello schema di legge riguardante la soppressione delle Corporazioni religiose, alla quale presero parte i deputati Cordova, Minghetti, Cavallini, Puccioni, Plutino Agostino, D'Ondes-Reggio, Romano Giuseppe, Sanguinetti, Ricciardi, Mancini, Lanza Giovanni, Asproni, Cortese, il ministro di grazia e giustizia, quello delle finanze e il relatore Raeli. Fu approvato un solo articolo.

MINISTERO DELLA GUERRA

DIREZIONE GENERALE DELLE ARMI SPECIALI.

Circolare ai signori prefetti e sotto-prefetti, comandanti generali delle divisioni militari territoriali; e per comunicazione, ai signori generali comandanti dei dipartimenti militari e al presidente del Comitato d'artiglieria, sul concorso per 140 posti da sottotenente nelle armi d'artiglieria e genio per parte dei laureati o licenziati nella Facoltà di matematiche pure.

Firenze, 6 giugno 1866.

Questo Ministero avendo sottoposto alla Sovrana sanzione un Regio decreto in forza del quale è aperto un concorso a 140 posti da sottotenente nelle armi di artiglieria e del genio, per parte di giovani laureati o licenziati nella facoltà di matematiche pure, ed importando che tale Sovrana determinazione abbia la più celere e larga pubblicità, mi rivolgo alla gentilezza dei signori prefetti e sotto-prefetti, mandando loro alcuni esemplari delle *norme* per il prementovato concorso e pregandoli a voler fare in modo che sieno inserte od in esteso od almeno per sunto nel giornale ufficiale della rispettiva provincia o circondario e ripetuto per alcune volte consecutivamente.

I comandanti generali delle divisioni militari territoriali provvederanno poi, a tenore delle *norme*, affinchè i giovani aspiranti alla ammessione che loro si presentino, siano subito sottoposti a rigorosa visita sanitaria di due uffiziali sanitari, assistiti dal medico capo dello spedale militare divisionario. A quelli che saranno riconosciuti idonei al militare servizio, sarà rilasciata un'apposita dichiarazione d'idoneità, firmata dal medico capo e dai due uffiziali sanitari predetti.

Il ministro della guerra
DI PETTINENGO.

Concorso a centoquaranta posti da sottotenente nelle Armi dell'artiglieria e del genio, per parte di giovani laureati o licenziati in matematiche pure.

I. Nella previsione che le Armi dell'artiglieria e del genio siano per avere bisogno di un numero di uffiziali subalterni maggiore di quello che puonno loro fornire i modi ed i mezzi ordinari di avanzamento, il Ministero della guerra ha sottoposto alla sanzione sovrana un decreto il quale, in forza della legge 1° maggio 1866, ha ordinato che fossero ammessi nel grado di sottotenente nelle Armi predette *centoquaranta* giovani laureati, od anche solamente licenziati, nella Facoltà di matematiche pure in una delle Università dello Stato.

II. Questi centoquaranta sottotenenti saranno destinati: cento per l'Arma d'artiglieria e quaranta per quella del genio, e ne vestiranno le rispettive divise.

III. Appena nominati e prima di prestar servizio nelle Armi rispettive, essi dovranno attendere ad un corso teorico-pratico della durata di sei od al più otto mesi, salvo poi a completare, a tempo opportuno, quegli studi ed istruzioni tecniche che indispensabilmente si richieggono in chi vuole percorrere la carriera nelle prementovate Armi.

IV. Il corso teorico-pratico di cui sovra verrà aperto nei primi giorni del mese di luglio venturo, presso la Scuola d'applicazione delle Armi d'artiglieria e genio, ed avrà sede in Venaria Reale.

V. Al corso stesso prenderanno parte, oltre i centoquaranta sottotenenti da nominarsi come sovra, i sottotenenti provenienti dall'ultimo anno di corso presso la R. militare Accademia, e che abbiano superato gli esami di passaggio alla Scuola d'applicazione.

VI. Dopo questo corso tutti saranno assoggettati ad esami, secondo i quali verrà regolata la sede d'anzianità nell'Arma rispettiva dei centoquaranta sottotenenti ammessi in via eccezionale.

Quelli fra essi che non riuscissero in detti esami potranno ripetere il corso, ovvero saranno trasferiti nelle Armi di fanteria e cavalleria, computandovi la loro anzianità dal giorno della loro nomina a sottotenente.

VII. In quanto ai programmi da seguirsi nel corso teorico-pratico, di cui all'articolo III, questo Ministero si riserva di determinarli prima dell'apertura del corso medesimo.

VIII. I giovani che intendano concorrere all'ammissione di cui all'articolo I, dovranno trasmettere, non più tardi del 20 corrente mese, al presidente del Comitato dell'Arma d'artiglieria in Torino, debitamente affrancati:

a) Una domanda d'ammissione estesa in carta da bollo da lire 1 nella quale sia precisamente indicato il casato, il nome, la patria ed i gradi accademici del postulante, come pure il suo recapito domiciliare.

Nella domanda stessa il richiedente dovrà specificare per quale delle due Armi egli aspiri, e se, nel caso non lo si potesse ammettere nell'Arma richiesta, egli intenda assumere servizio nell'altro o recedere dall'ammissione.

b) Atto di nascita debitamente legalizzato, a constatare che il richiedente abbia raggiunta l'età di anni 18, nè superata quella di anni 26 il 1° luglio 1866, e sia regnicolo.

Pei non regnicoli questo Ministero farà quelle eccezioni che crederà del caso, ed a cui è autorizzato dall'articolo 51 della legge anzicitata sul reclutamento.

c) Dichiarazione di idoneità al militare servizio, rilasciata dal Comando militare della divisione più vicino al domicilio del petente.

d) Diploma di laurea o di licenza nella Facoltà di matematiche pure, od attestato di aver superato gli esami del 3° al 4° anno in detta Facoltà. Oltre a quest'attestato, siccome pure oltre a quello di licenza, il petente dovrà produrre una dichiarazione, rilasciata dall'Autorità universitaria, del numero dei voti ottenuti negli esami dal 3° al 4° anno.

e) Assenso dei parenti, per quelli che non siano ancora maggiori di età (a mente del n° 8, § 784 del vigente regolamento sul reclutamento).

f) Attestazione di buona condotta (mod. n° 76 del regolamento precitato). In quest'attestazione dovrà pur essere dichiarato che il postulante non è nè ammogliato, nè vedovo con prole.

g) Attestazione di aver adempiuto all'obbligo della leva (mod. 58 del regolamento prementovato), qualora il petente appartenga per ragione di età ad una classe che già abbia fornito il suo contingente.

IX. Ponno concorrere ai centoquaranta posti sovradetti i giovani che già siano al militare servizio o nell'esercito o nei Corpi volontari italiani, purchè soddisfino alla condizione di età ed a quella *d*) del paragrafo precedente.

Questi presenteranno tosto la loro domanda al comandante del rispettivo Corpo, corredandola di quello fra i documenti *d*) che essi posseggono.

I comandanti dei Corpi trasmetteranno le dette domande e documenti, unitamente all'estratto matricolare e delle punizioni (mod. n° 18) al presidente del Comitato dell'arma di artiglieria, non più tardi del 20 giugno 1866, esprimendo in calce ad ogni domanda il loro avviso sull'ammessibilità dei richiedenti, avuto riguardo alla loro attitudine fisica, alla loro condotta militare e privata, attestando anche circa lo stato libero.

X. A constatare se i giovani non militari che aspirano all'ammissione abbiano l'attitudine fisica e le altre condizioni richieste dalla legge sul reclutamento dell'esercito per il servizio militare, si dovranno presentare al Comando generale della divisione più vicina al loro domicilio, per essere soggettati alla rigorosa visita di due uffiziali sanitari, a ciò delegati dal Comando della divisione ed assistiti dal medico capo dello spedale divisionario.

Prima di ammetterli a questa visita il Comando generale della divisione dovrà essersi bene accertato della identità personale dei giovani, mediante assicurazioni verbali, ed anche scritte, di persone note al Comando stesso.

XI. Nel caso il numero dei postulanti venisse ad eccedere il numero prefisso dei posti, avranno ragione alla precedenza in ciascuna Arma:

1° Quelli che già fossero al servizio militare nell'esercito regolare;

2° Quelli che siano arruolati nei Corpi volontari italiani;

3° Quelli, non militari, laureati;

4° Quelli, non militari, forniti del diploma di licenza o dell'equivalente attestato di esami di 3° anno, giusta il numero dei voti riportati in essi esami.

XII. L'esame dei titoli all'ammessione è affidato ad una Commissione nominata da questo Ministero presso il Comitato d'artiglieria in Torino e composta di:

1 Uffiziale generale d'artiglieria — presidente;

2 Uffiziali superiori o capitani d'artiglieria — membri;

2 Uffiziali superiori o capitani del Genio — idem;

1 Uffiziale subalterno d'artiglieria o del Genio — segretario.

La Commissione non farà conto che delle domande e dei titoli che puntualmente soddisfino alle sovra espresse condizioni per l'ammessione, respingendo senz'altro ai petenti le domande e documenti irregolari od orrettizi.

XIII. Appena compiuta la disamina di cui sopra, ed approvati da questo Ministero i *centoquaranta* giovani ammissibili, esso promuoverà la loro nomina a *sottotenente*, quale verrà pubblicata nella *Gazzetta ufficiale del Regno*, e nel *Bollettino militare delle nomine*, coll'indicazione del giorno in cui i nuovi promossi dovranno trovarsi in Venaria Reale e presentarsi al comandante della Scuola d'applicazione delle Armi d'artiglieria e del genio.

Chi non si presenti quattro giorni dopo quello prefisso, verrà considerato come demissionario, a meno che abbia constatato con autentico documento un impedimento di forza maggiore.

Il ministro: DI PETTINENGO.

MINISTERO DELLA GUERRA.

DIREZIONE GENERALE DEI SERVIZI AMMINISTRATIVI

Ripetiamo la *Rettificazione* già pubblicata nel numero di ieri:

Nella notificazione del Ministero della guerra (pubblicatasi nel n° 162 di questa *Gazzetta Ufficiale*, 13 giugno) relativa alle norme e condizioni per la formazione delle *Compagnie sussidiarie al Corpo sanitario dei Corpi volontari*, per materiale errore di copiatura fu posta fra le dette condizioni quella di una *Statura non minore di* 1,74; leggasi invece, *non minore di* 1,54.

MINISTERO DI MARINA.

DIREZIONE GENERALE DEL SERVIZIO MILITARE MARITTIMO.

Si reca a notizia dei capitani della marina mercantile i quali attendessero al concorso per 20 posti di sottotenente di vascello e 10 di piloto in servizio straordinario nella R. marina istituiti col decreto 27 maggio 1866, che il tempo utile per presentare le loro domande è protratto a tutto il 20 corrente e l'esame è fissato pel giorno 25. Restano ferme tutte le altre condizioni portate dall'altra notificazione di questo Ministero in data del 2 corrente inserta, insieme col R. decreto 27 maggio, nella *Gazzetta Ufficiale* del 7 volgente e riprodotta qui appresso.

Firenze, 10 giugno 1866.

Il contr'ammiraglio incaricato della Direz. gen. del servizio militare
DI BROCCHETTI.

MINISTERO DELLA MARINA

DIREZIONE GENERALE DEL SERVIZIO MILITARE.

In base al Regio decreto 27 maggio p. p., N. 2960, è aperto un concorso per venti posti di sottotenente di vascello e dieci di piloto di 3ª classe in servizio straordinario nella Regia Marina.

I capitani marittimi che vi aspirano dovranno far pervenire le loro domande ai comandanti in capo dei dipartimenti marittimi che hanno sede in Genova, Napoli ed Ancona, ed al comandante in capo della Regia Marina nel golfo della Spezia, per mezzo delle capitanerie di porto. Quelli che già si trovano al servizio militare faranno pervenire la loro domanda per la via gerarchica.

Le domande dovranno essere corredate:

a) Delle patenti di capitano marittimo di lungo corso per gli aspiranti al grado di sottotenente di vascello, e di quelle al gran cabotaggio per gli aspiranti al grado di piloto;

b) del libretto di matricola mercantile;

c) di un certificato, in carta bollata da una lira, della capitaneria di porto del proprio compartimento marittimo, comprovante le navigazioni fatte in comando di bastimenti nazionali, o come secondi di bordo, a senso dell'articolo 2 del citato decreto.

Non saranno accettate domande posteriormente al 15 giugno corrente.

L'esame di concorso si aggirerà sulle materie seguenti:

Per gli aspiranti a sottotenente di vascello:

1° Maneggio della nave a vela.
2° Maneggio della nave a vapore.
3° Nomenclatura delle macchine a vapore.
4° Telegrafia nautica regolamentare.
5° Prescrizioni circa il servizio interno di bordo (capitolo 9 e 10 del titolo 1, titolo 3, 4 e 5 del regolamento circa il servizio di bordo parte 1ª, titolo 3 e titolo 8 della parte 2ª).
5° Regolamento di disciplina.
6° Esercizi militari marittimi.

Il candidato dovrà inoltre comporre un rapporto sopra uno dei temi seguenti:

Arrenamento: disposizioni per iscagliarsi;

Disposizioni per il caso di naufragio — salvataggio generale;

Falle — principii generali — modo di ripararvi;

Precauzioni e norme generali circa l'incendio;

Salvataggio d'un naufrago, sia sotto vapore come a vela;

Avaria principale nell'alberatura; sua riparazione.

Per gli aspiranti a piloto.

1° Idrografia del Mediterraneo (costa italiana).
2° Idrografia del Jonio.
3° Idrografia dell'Adriatico (costa italiana).
4° Maneggio della nave a vela.
5° Maneggio della nave a vapore.
6° Navigazione piana.
7° Navigazione d'altura.
8° Regolamento del servizio interno di bordo, capitolo 2 del titolo 2, titolo 3, titolo 4, parte prima; titolo 3, titolo 8, parte seconda.
9° Regolamento di disciplina.

Il candidato dovrà inoltre comporre un rapporto sopra un viaggio marittimo eseguito.

A parità di merito otterranno la preferenza: 1° quelli che abbiano comandato bastimenti a vapore; 2° quelli che già si trovino al servizio militare.

L'esame sarà dato in Genova il 20 corrente da una Commissione composta di

1 Capitano di vascello, presidente.
1 Capitano di fregata } membri.
2 Luogotenenti di vascello }

Firenze, 2 giugno 1866.

Il contr'ammiraglio incaricato delle funzioni di direttore generale del servizio militare
(firmato) DI BROCCHETTI.

NOTIZIE ESTERE

INGHILTERRA. — Camera dei Comuni, tornata dell'11 giugno:

Ecco le parti più importanti della risposta che il Cancelliere dello Scacchiere ha fatto alla interpellanza di Kinglake:

Cancelliere dello Scacchiere. — Confesso che mi spiace oltremodo di rispondere alle osservazioni del signor Kinglake, ma mi è impossibile di rimanere silenzioso. Egli dice che la questione germanica poteva essere accomodata se non vi fossero state le difficoltà della questione italiana; se ciò sia vero o no non mi assumerò di dirlo, perchè non so donde ei tragga le sue informazioni.

Non si può in verun modo asserire che la questione veneta sia quella che minaccia la pace d'Europa essendovi altre questioni che la sorpassano di gran lunga per questo rispetto. Il mio onorevole amico dice che l'Italia ha una frontiera che le permette di minacciare, ma vuolsi dire, rimanendoci nell'ordine dei fatti che l'Italia non si è atteggiata a potenza disturbatrice, e che per parte sua niun atto può citarsi che le getti addosso la responsabilità di avere aggravato le difficoltà della presente situazione. Il mio amico parla dell'Inghilterra e della Francia, ch'ei chiama potenze spettatrici. Non spetta a me difendere la politica della Francia in questo luogo, e me ne passo. Quanto a noi, egli dice che abbiamo incoraggiato l'Italia, ma a me non consta di nissuno incoraggiamento diretto o indiretto, tendente a provocare la guerra. Ma egli aggiunge che abbiamo avvisato l'Austria, se non officialmente, almeno in qualche maniera l'abbiamo consigliata a cedere la Venezia. Però l'amico mio dee sapere che il Governo inglese, come Governo, non ha dato all'Austria consigli. Ma l'Austria sa, massime in questi ultimi sette anni, come anche prima, che quale potenza amica ad un'altra, quella era l'opinione del Governo britannico. (*Applausi*) Intorno a ciò nè dubbi nè questioni, e non solo è questa l'opinione dell'Amministrazione attuale, ma era anche l'opinione formale ed espressa di lord Palmerston nel 1848 (*udite!*) Io non mi diparto nella più piccola cosa da questa opinione.

.... Tutto quello che il mio onorevole amico ha detto intorno alla importanza navale della Venezia, sull'essere quella piuttosto germanica che austriaca, sulla utilità della Venezia come baluardo germanico e schermo della pace d'Europa, sono tutte cose che io ripeto per lasciare alla parte mia ed al Governo le opinioni che possiamo avere. Penso che è meglio in queste materie non entrare in discussione.

PRUSSIA. — Si scrive da Berlino, 10, al *Pays*:

La nostra città ha preso una fisonomia che mostra quali avvenimenti si attendano; è un andare e venire di truppe, di cannoni, di convogli, mentre quartieri altra volta animati ora li vediamo caduti nel silenzio, e nella calma. Gli uomini validi sono partiti per l'armata, quelli che rimangono pensano ai loro parenti che forse non rivedranno più.

.....Fra le incertezze del momento una cosa è evidente, che l'armata prussiana, cioè, una volta cessata la prima esitanza, si è subito animata d'un coraggio che può far meraviglia, essa sa rendersi conto della sua missione.

Tutte queste truppe, tra le quali si trovano confuse le classi più svariate della società comprendono che la Prussia rappresenta in Germania il progresso, l'avvenire, ed esse avranno così sopra il nemico una preminenza paragonabile a quella che dava tanta forza alle armi greche e romane.

Del resto il Governo prussiano non ha a contare sui soli soldati.

Gli ultimi passi fatti dall'Austria, e dalla Dieta hanno resa la guerra popolare fra noi.

I borghesi ed i negozianti sono ora i più ardenti per la guerra, le guerre costano care, i mezzi d'operazione sono terribili, così, che esse non possono durar lungo tempo, adunque che la lotta si impegni al più presto, si dice, affinchè la sia più presto finita, e che il commercio e l'industria possano riprendere la loro attività.

GERMANIA. — La *Corresp. Havas* dà il seguente testo delle dichiarazioni state fatte dalla Prussia nella seduta del 7, della Dieta tedesca:

L'inviato del re ha ricevuto l'ordine di respingere nuovamente come contraria alla verità l'asseveranza del Governo imperiale d'Austria, giusta la quale il Governo prussiano avrebbe intenzione di realizzare colla forza la annessione dei ducati dell'Elba.

In risposta alla comunicazione colla quale l'Austria ha rimesso nelle mani della Confederazione l'affare dello Schleswig-Holstein, dichiarando già prima che essa era pronta a riconoscere le decisioni della Dieta, l'inviato ha l'ordine di annunziare che il suo Governo riguarda questo passo della Corte imperiale come inconciliabile coi trattati conchiusi fra le due potenze, e fuori della competenza della Confederazione.

Le reciproche relazioni fra la Prussia e l'Austria nella questione dei Ducati sono state fin dal principio regolate da componimenti formali.

Quando nel gennaio 1864 le due potenze si trovarono nel caso di assumere la difesa dei diritti dei Ducati esse conchiusero, il 16 dello stesso mese, una convenzione nella quale con disposizioni transitorie stabilirono innanzi tutto le misure immediate reclamate dalla situazione, prevedendo però fin d'allora il caso in cui in forza degli avvenimenti esse avrebbero cessato, di ritenersi legate dai trattati in allora ancora in vigore.

Il paragrafo 5° della convenzione contiene a questo proposito il seguente brano, i cui termini precisi non potrebbero dar luogo ad una duplice interpretazione, e che in seguito è stata sempre la base di tutte le relazioni fra le due potenze.

« Nel caso in cui avessero a scoppiare le ostilità nello Schleswig, e che in seguito di ciò, avessero a cessare d'aver forza i trattati esistenti fra le potenze tedesche e la Danimarca, le Corti di Prussia e d'Austria si riservano il diritto di non decidere che di comune accordo la posizione futura dei Ducati. Per arrivare a questo accordo, quando sia il caso, esse concerteranno fra loro le disposizioni dimandate dalle circostanze. In ogni modo esse non decideranno la questione di successione al trono dei Ducati che per reciproco accordo. »

Conformemente a questo componimento, il trattato di pace conchiuso a Vienna il 30 ottobre dello stesso anno trasferì alla Prussia ed all'Austria il diritto del re Cristiano IX, considerato dalle due potenze come il legittimo sovrano dei Ducati, e diede loro il diritto di disporne insieme a lor talento.

In virtù di questo diritto di libera disposizione è stata conchiusa il 14 agosto dell'anno passato la convenzione di Gastein, colla quale le due potenze tracciando una linea di demarcazione ripartirono fra loro l'esercizio dei diritti che loro avea conferiti il trattato di Vienna, ma riservarono allo stesso tempo alle due Corone la sovranità comune dei due Ducati ristabilito così di bel nuovo il principio che non poteva esser presa nissuna decisione nè disposizione che in virtù d'un accordo fra i due sovrani.

Il governo imperiale disconobbe questi reciproci impegni quando egli rimette questo affare alla Confederazione senza aversi prima assicurato l'assenso della Prussia, e dichiarando anzi formalmente che egli rinunzia a questo assenso, ed impegnandosi già prima a sottomettersi alle decisioni della Dieta.

Il Governo del re cerca invano argomenti che possano giustificare questa violazione di impegni formali contratti fin dal principio delle ostilità contro la Danimarca, ed ultimamente nella convenzione di Gastein.

Egli non può ammettere che questo passo del Governo imperiale sia stato dettato dalla convinzione, che la Dieta tedesca fosse fin dal principio la sola competente per decidere di questo affare.

Anche fatta astrazione da che, quando pur anco un diritto qualunque spettasse alla Confederazione, questo diritto non potrebbe mai comprendere che l'Holstein nella sua qualità di Stato confederato, nè in modo alcuno potrebbe estendersi allo Schleswig; il Governo imperiale comprenderà da se stesso che fin ora non furono precisati nè l'origine, nè il limite della competenza della Dieta.

Col suo voto separato dell'11 febbraio 1864 il gabinetto imperiale di concerto colla Prussia invita la Dieta a farlo, ed in un dispaccio indirizzato il 10 gennaio dello stesso anno al ministro d'Austria a Monaco, stato pubblicato più tardi, esso ha espresso in modo così positivo i suoi dubbi e le sue apprensioni per la estensione della competenza della Dieta, che l'inviato del re può ritenersi esonerato da ogni ulteriore ragionamento in proposito, dappoichè dopo quel tempo le circostanze non si sono punto modificate in modo rimarchevole.

Il Governo del re non esita a dichiarare che egli è lontano dal voler risolvere altramente che nel senso nazionale la questione dei Ducati, che vista l'unione dell'Holstein collo Schleswig egli pure considera come un affare nazionale.

In un dispaccio indirizzato il 7 del mese scorso al ministro del re a Vienna, dispaccio che l'inviato mette sotto gli occhi della eccelsa Dieta, il Governo del re ha già dichiarato che egli era pronto a trattare la questione dei Ducati in unione a quella della riforma federale, e che la riunione di queste due questioni pareva a lui dovesse precisamente facilitarne la soluzione.

Ed ora pure egli non aspetta che il momento di poter trattare e decidere questa questione d'accordo con un potere federale, nel quale la cooperazione della rappresentanza nazionale serva a contrabilanciare l'influenza degl'interessi particolari ed offra una garanzia che i sacrificii fatti dalla Prussia profitteranno finalmente alla patria intera, e non all'avidità dinastica.

Ma nelle circostanze attuali, ed avuto riguardo ai limiti assegnati dalla Costituzione federale alla competenza della Dieta, egli protesta contro ogni misura che tenda a disporre senza il consenso della Prussia di diritti che essa ha acquistati col sangue dei suoi figli, e coi trattati.

Relativamente alla notificazione che il Governo imperiale ha unita alla sua dichiarazione per informar la Dieta che il generale Gablentz avea ricevuti i pieni poteri necessari per convocar gli Stati dell'Holstein, l'inviato è incaricato di far osservare che il suo Governo riguarda la convocazione degli Stati come un atto di sovranità, atto che in forza dei trattati ancora in vigore, e specialmente quando non sono più applicabili le disposizioni della convenzione di Gastein, non poteva esser fatto da uno dei due sovrani senza il concorso dell'altro.

— L'*Agenzia Havas* ha:

Da Amburgo, 11. L'Annover ha autorizzato la brigata austriaca a traversare il suo territorio servendosi delle ferrovie dello Stato.

Da Darmstadt, 11. Oggi alla seconda Camera il deputato Metz ha annunziata la comunicazione di una lettera ministeriale nella quale il Governo promette fare ogni sforzo per la convocazione immediata di un Parlamento tedesco munito dei più estesi poteri.

Da Dresda, 11. Le due Camere hanno adottata la seguente proposta: Il Governo è invitato

ad impiegare tutta la possibile energia affinchè venga convocato al più presto e non più tardi del mese venturo un Parlamento tedesco sorto dalle elezioni dirette di tutta la Germania.

BELGIO. — Si scrive da Bruxelles alla *Patrie*:

La Società conservatrice di Bruxelles ha preso una risoluzione assai grave, e che dovrà avere una grande influenza sull'avvenire del partito cattolico.

In una assemblea tenuta il 31 maggio ha deciso di non prender parte alla lotta elettorale del 12 giugno; e più tardi essa ha respinto ad una grande maggioranza il progetto di coalizione coi radicali. Molti oratori, e uomini di Stato distinti hanno perorato con energia, ma senza fortuna a favore dell'opinione contraria.

La coalizione adunque non avrà luogo a Bruxelles; la ripugnanza negli uni, e le pretese troppo esagerate degli altri l'hanno fatta fallire. Quando si trattò di ravvicinarsi si risvegliarono le diffidenze, e le paure, e tutti due i partiti si limitarono ad opporre una energica resistenza ai tentativi d'unione.

La Società liberale di Bruxelles ha votato la candidatura dei signori Giulio Auspach e Broustin. Il *meeting* radicale ha nominato a candidato il signor Lacroix, editore e consigliere municipale.

..... I giornali ministeriali dicono che nel signor Broustin si riassume il carattere politico dell'elezione. Non v'ha nulla di più vero. Il signor Broustin, il cui nome è sinonimo di probità e patriottismo è un ottimo notaio invecchiato nel suo studio, e vissuto sempre lontano dalle agitazioni politiche.

Egli vuole l'indipendenza del potere civile, non avversa il clero, ma vuole dei curati patriotti e galantuomini, candidato della borghesia, interamente devoto al Ministero, sente un grande disprezzo per quelle riforme materiali, le quali non interessano che le masse.

..... Tutti prevedono la nuova fase nella quale sta per entrare il liberalismo dottrinario, i di cui capi hanno formulato il loro programma, che si riassume in due parole « Nessuna concessione. » Il signor Hymans ha dichiarato nell'*Echo du Parlement* che l'introduzione del suffragio universale nel Belgio sarebbe l'ultima ruina della nostra nazionalità.

Il Ministero ha cambiato di molto opinione. Qualche mese fa molti membri del gabinetto si pronunziavano in favore di una riforma elettorale abbastanza radicale, oggi si dice che egli non cederà che di faccia ad un ammutinamento.

AMERICA. — Il Perù aveva invitato il governo di Guatemala ad unirsi alla alleanza già conchiusa col Chilì contro la Spagna, e ne ebbe in risposta che come le repubbliche dell'America del sud godevano la piena simpatia di Guatemala, così era impossibile a quello Stato di entrare in alleanza. De' cinque governi dell'America centrale, questo è il terzo che non ha voluto dichiarare la guerra alla Spagna — cioè Guatemala, Salvador e Costarica. Non vi è dubbio che anche Houduras e Nicaragua seguiranno l'esempio degli altri Stati.

Fu radunato il Congresso in S. José ed eletto presidente D. José Maria Castro; egli prese possesso l'8 maggio scorso.

Nessuna notizia dalle altre repubbliche.

NOTIZIE E FATTI DIVERSI

Fino dal 15 maggio scorso, il sindaco di Landriano (Pavia) proponeva ed il Consiglio comunale approvava all'unanimità quanto segue:

1° È decretata una pensione annua vitalizia di lire 100 a quel soldato o volontario del comune che primo avrà meritato la medaglia al valor militare nell'imminente campagna 1866.

2° Tale pensione verrà accordata per dieci anni consecutivi alla moglie, o figli nel caso, che il decorato venisse successivamente a morire in battaglia, od in causa di riportate ferite.

3° La somma di lire 300 stanziata per la festa nazionale sarà convertita in un fondo di sussidio per le famiglie povere dei contingenti chiamati sotto le armi.

4° La Giunta municipale è autorizzata a chiamare nel proprio seno altri due membri di sua libera scelta, coi quali costituire la Commissione incaricata di raccogliere le oblazioni, che la carità cittadina vorrà fare per tale scopo.

5° Alla Commissione suddetta verrà addimandata l'erogazione di quei fondi in quel tempo e con quelle norme che si riterranno più opportune.

Queste ultime disposizioni riguarderanno anche la guardia mobile in quantochè le famiglie dei mobilizzati trovinsi nella condizione espressa all'articolo 3.

— La Giunta municipale di Pagazzano (Treviglio) dispose di prelevare lire 200 dal fondo preventivato per le spese straordinarie, per soccorrere le famiglie povere dei militi permessanti che ritornarono al militare servizio, ed in anticipazione di quanto potranno ricevere dalla Deputazione provinciale.

— Sovra proposta del sindaco di Bonate di Sopra (Bergamo) cav. Giovanni Pesenti Magazzeni, la Giunta municipale deliberava ad unanimità di erogare le lire 150 stanziate a festeggiare il giorno dello Statuto, per lire 50 in elargizioni ai veri poveri infermi del paese, come al solito, e per lire 100 nell'acquisto di altrettanta rendita italiana per servire di premio, a capitale ed interessi, al primo fra i militi del comune che nelle attuali circostanze si acquistasse, per fatti d'armi, il grado di sergente.

— Per iniziativa del sindaco, signor Paris Francesco, il Consiglio comunale di Bovegno (Brescia), nella seduta del 30 maggio, deliberava quanto segue a favore dei militari del comune:

1° Che metà della somma assegnata in bilancio per la festa dello Statuto sia erogata in soccorso ai giovani che si arruolassero volontariamente in qualsiasi corpo.

2° Che sia accordata per una volta una gratificazione di lire 150 ad ogni militare, volontario o guardia nazionale del comune, che avesse a conseguire la medaglia al valor militare in alcuni fatti d'armi dell'imminente guerra per la completa unità d'Italia.

3° Che sia accordata per una volta una gratificazione di lire 150 ad ogni militare, volontario o guardia nazionale del comune, che perdesse o gli si rendesse imperfetto od impotente qualche membro in conseguenza di ferite riportate nella stessa guerra. La stessa somma sarà data pure per una volta alle famiglie povere dei militari morti in battaglia o per ferita riportata. S'intende per famiglia, o padre, o madre, o moglie od orfani.

— La Società dei suffragi istituita fra i militi della Guardia Nazionale di Firenze, nella sua adunanza de' 27 maggio ultimo decorso, deliberò di stanziare sul patrimonio sociale il conferimento per una sola volta:

1° Di un premio di lire 100 per ciascuno di quei soci che, militando o come soldati o come volontari venisse decorato della medaglia del valor militare o rimanesse ferito e mutilato nella prossima guerra nazionale.

2° Di un sussidio parimente di lire 100 per ciascuna delle famiglie di quei soci che rimanessero morti sul campo di battaglia o negli spedali al seguito di ferite riportate in guerra.

— La Giunta municipale di Vicchio di Mugello (Firenze), a proposizione del sindaco, nella sua tornata del dì 21 maggio 1866 deliberò lo stanziamento delle seguenti elargizioni:

Lire 100 di premio a quel soldato o volontario del comune che otterrà la medaglia d'argento al valore militare.

Lire 200 di premio a quello che otterrà la medaglia d'oro al valore militare.

Lire 200 di pensione annua, a quel soldato o volontario del comune appartenente a famiglia povera che per ferite riportate in guerra resti inabile al lavoro.

Lire 500 per una sola volta alle famiglie povere del comune di quei soldati o volontarii che morranno in battaglia o successivamente per ferite.

Deliberò pure di sospendere per questo anno la celebrazione della funzione commemorativa del 29 maggio, e la festa dello Statuto, erogando le somme previste in bilancio per le spese relative, in tanti sussidii alle famiglie più bisognose dei soldati o volontari appartenenti al comune.

— Il sindaco di Santa Brigida (Bergamo) signor Gaglio Andrea, nella seduta del Consiglio comunale del 28 maggio decorso, proponeva allo stesso Consiglio lo stanziamento di un premio a cadauno di quei militari, volontari e militi della guardia nazionale mobile di questo comune, che nell'imminente guerra nazionale riporti la medaglia al valor militare, ed offriva del proprio per cadauno di questi lire 50.

Proponeva pure un soccorso a cadauna di quelle famiglie povere dei militari, volontari e militi come sopra che ne restassero orbate, ed offerse parimenti del proprio per ognuna di queste lire 25.

Il Consiglio, facendo plauso alla generosa offerta fatta dal signor sindaco, ad unanimità di voti deliberava di corrispondere dal canto suo la somma di lire 50 a cadauno di quei militari, volontari e militi della guardia nazionale mobile di questo comune che riporti la medaglia al valor militare, e lire 25 indistintamente a tutte le famiglie che abbiano a restare private di uno o più de' loro membri in causa di decesso in guerra.

— La R. Accademia Toscana di arti e manifatture tenne adunanza pubblica il dì 22 aprile 1866 sotto la presidenza del consigliere Rubieri cav. Ermolao.

Aprì l'adunanza il presidente, ricordando come, per esempio dato e continuato dal socio Gaetano Bianchini, l'arte del commesso in pietre dure, esercitata per vari secoli in un solo stabilimento reale, sia divenuta industria del paese e molto proficua per chi vi si è dedicato; n ricordando pure i bellissimi lavori solamente d'ornato che all'Accademia e alle Esposizioni eazionali e universali sono stati fin qui esibiti da tutti i cultori dell'arte medesima, presentò un primo saggio di lavoro di figura, eseguito sotto la direzione di esso Bianchini dal di lui figlio Antonio, e facendosi interprete dei sentimenti dell'Accedemia, espresse parole di lode verso l'esecutore e verso il direttore del lavoro medesimo.

Il prof. Carina fece conoscere alcuni saggi di petrolio del Modenese recentemente escavato dal signor ingegnere Fairmann, e chiese la nomina di una Commissione per lo studio di questo importante prodotto, che fu composta dei professori Magrini, Vegni e Del Beccaro.

In nome del prof. Pietro Stefanelli assente, fu letto un rapporto col quale la Commissione incaricata di esaminare i *pastelli a olio* ed i *lapis neri* preparati e spediti all'Accademia dai signori Giovanni Schaller e Comp. di Norimberga in Baviera, rendeva conto delle fatte osservazioni. Da esse risultò che tanto per la qualità, quanto per il prezzo i prodotti della fabbrica Schaller e Comp. meritavano distintissima lode.

Furono quindi letti alcuni schiarimenti sulla macchina Jaquard a bilanciere od a doppio effetto, stati inviati dal socio prof. Luigi Bossi di Milano insieme ai disegni di questa sua invenzione, per servire di appendice alla Memoria letta nella precedente adunanza. Il presidente, in nome dell'Accademia, rinnovando all'autore parole di encomio, gli augurò di vedere adottato questo sistema a vantaggio dell'industria cui è destinato.

Il socio cavaliere professore Luigi Magrini comunicò alcuni suoi studi e pensieri sulla meteorologia. Disse che il confronto delle indicazioni barometriche colle anemometriche giova a riconoscere in quale rapporto i moti barometrici si trovino coi trasporti d'aria sia nelle grandi, sia nelle minori scosse atmosferiche, e serve perciò a scoprire la relazione che sussiste fra la velocità della salita e discesa barometrica e la velocità del vento. Dovere quindi il barometro riguardarsi il più fido indicatore delle tempeste, le quali non sono, come sembrano a prima giunta, fenomeni orribilmente confusi e privi di legge. I turbini suscitati fra i tropici sono immensi vortici che fanno costantemente le loro rivoluzioni da dritta a sinistra nel nostro emisfero, da sinistra a dritta nell'altro, ed hanno, oltre al moto rotatorio, anche il progressivo, che si compie per un arco quasi parabolico. Fece notare l'importanza di questa legge considerando che il marinaio, aiutato dalle indicazioni barometriche, al primo soffio di vento può riconoscere da qual lato egli si trovi della burrasca e schivarne così le furie. — Queste meteore passano sui continenti ove, quantunque subiscano modificazioni nel loro corso per le alte catene dei monti e per altre cause locali, pure conservano la loro proprietà caratteristica di rivolgersi da dritta a sinistra. L'oratore ne offrì un esempio nel tremendo turbine che il 13 maggio 1846 devastava il Regio Parco di Monza. Recatosi egli sul luogo a rilevarne i danni, ritrasse col dagherrotipo le immagini di alcune piante dalla meteora piegate e rovesciate da dritta a sinistra: anzi alla pagina 10 della sua *Monografia delle trombe*, fece osservare l'immagine di un tronco d'albero scheggiato e contorto nello stesso verso delle rivoluzioni turbinose.

Persuaso che l'elettro-magnetismo ha molta parte nelle violente crisi dell'atmosfera, e che burrasche non accadono senza corrispondenti variazioni nella forza magnetica, il professore Magrini crede interessante il determinare, in occasione di temporali e scariche di elettricità atmosferica, le perturbazioni che avvengono nell'ago calamitato, e il riconoscere se v'abbiano influenza i rapidi nuvolamenti, le mutazioni di vento, il gran caldo durante il giorno, come fu notato da Cassini, Humboldt, Arago e più recentemente dal P. Secchi. — Si fece quindi a descrivere un ingegnosissimo apparecchio ideato da Welsh ed eseguito dal celebre Adie, acquistato dal Regio Museo di fisica di Firenze, con cui si registrano fotograficamente e senza interruzione le variazioni della declinazione non meno che quelle delle componenti orizzontale e verticale del magnetismo terrestre. Le osservazioni da farsi con questo mezzo contribuiranno non solo a determinare la influenza meteorica di questo agente, ma a dargli un posto *definitivo* fra i fenomeni cosmici, rivelandosi esso come forza diffusa per tutto il creato. Invero, l'induzione del sole, della luna e dei pianeti deve, in conseguenza dei continui cangiamenti che avvengono nelle loro posizioni relative, produrre variazioni perpetue nella intensità del magnetismo non meno che nella pressione, nella temperatura e negli altri fenomeni atmosferici. E il Magrini crede che desumendo queste variazioni e tessendone la storia, l'astronomia e il calcolo sottoponendole alla critica filosofica, si riuscirà un giorno, forse non lontano, a mettere in evidenza la stretta relazione che sussiste fra tutte le forze fisiche, e a mostrare eziandio ch'esse procedono da un solo principio.

Aggiunse finalmente l'egregio autore che incessanti sono le applicazioni che questi studi promettono all'agricoltura, al commercio ed all'igiene. Potremo, ei conchiuse, esercitare una grande influenza sul benessere delle popolazioni, man mano che l'osservazione ci andrà svelando e confermando le cause d'insalubrità di ciascun paese, dipendenti dai passaggi di temperatura, dalla direzione, forza e variabilità dei venti, dallo stato elettro-magnetico dell'atmosfera, dal maggiore o minor grado di ozonamento dell'aria, dalla sua più o meno prolungata secchezza e umidità..... La statistica e la clinica che ci disvelarono un'occulta e pur costante influenza delle ore notturne sul corso delle malattie, sulle nascite e sui decessi, non da altro che dallo studio degli agenti meteorici aspettano lume che stenebri cotesti intimi legami dei fenomeni della natura inanimata con quelli della vita e della morte.

Il socio professore Del Beccaro presentò uno spettroscopio stellare, modificato e perfezionato dal professore Donati, stato costruito in Firenze nell'officina del signor Giuseppe Poggiali, e ne fece una lunga e dettagliata descrizione.

Finalmente dal signor Enrico Ivaldi venne mostrato un modello di *avvisatore elettrico*, da lui immaginato, applicabile ai convogli delle strade ferrate onde avvertire di qualunque disastro possa verificarsi nel treno. L'importanza del subietto diè luogo a lunga ed animata discussione, ed alla nomina di una Commissione composta dei soci cav. prof. Luigi Magrini, cav. prof. Tommaso Del Beccaro, dottore Ulisse Guarducci e cav. Bartolommeo Cini, che prendesse a studiare questo utilissimo trovato e ne riferisse all'Accademia.

— Il *Giornale di Roma* reca la seguente analisi di una disertazione del P. Angelo Sacchi sul clima di Roma:

Il disserente dopo aver brevemente accennato alla lettura fatta su questo soggetto nell'anno precedente, e indicato come ad asciugare molti de'nostri stagni che rendono l'aria malsana, si potrebbe profittare dei grandi depositi di torba che sono nel fondo dei medesimi, e servirsene come combustibile a produrre la forza elevatrice delle acque, venne a trattare più precisamente delle condizioni climatologiche del medesimo.

Egli considerò il clima nostro in ordine alle cause astronomiche, alle fisiche generali, e alle locali. Mostrò il nostro clima essere influenzato notabilmente da quella gran causa generale che modifica il clima dell'Europa occidentale, cioè la gran corrente del Golfo (*Gulfstream*), la quale ha per risultato di far montare le isoterme molto sopra ai relativi paralleli geografici. Benchè assai diminuita da noi questa causa, essa però non è insensibile, e per tal motivo la nostra temperatura supera di circa 3° cent. la media propria del parallelo.

Quella corrente produce anche un altro effetto indiretto sopra di noi, ed è mediante le burrasche di cui è sorgente nell'alta Europa, specialmente nell'inverno. Queste producono un richiamo d'aria calda dall'Equatore verso il Polo, onde noi abbiamo spesso i scirocchi che mitigano assai il freddo invernale.

Nell'estate il giro de'venti è diverso: esso ha principalmente dipendenza dagli alisei sul cui limite settentrionale noi veniamo a trovarci, e si hanno i venti di stagione conosciuti dagli antichi sotto il nome di *Etesie*. Questi venti che portano l'aria fresca del nord mitigano i calori estivi.

L'epoca del cambiamento del giro di questi venti è il maggio e l'ottobre e la prima è la stagione più temporalesca a cagione del miscuglio di arie di diversa temperatura cariche di umidità, e la seconda è quella delle pioggie abbondanti. La posizione topografica di Roma poi, nè troppo lontana, nè troppo vicina al mare, combinata colla apertura e colla costa bassa e libera verso tutto il sud ovest, fa che essa goda di un clima che partecipa de'vantaggi marittimi senza sentire gli estremi dei climi continentali.

Dopo aver brevemente accennato ai fenomeni relativi alla pressione atmosferica e alle piogge, esaminò se vi fosse fondamento che il nostro clima fosse cambiato; e concluse, che quantunque ci manchino dati per provare un tal cambiamento nel periodo che possediamo di osservazioni esatte, pure molti dati storici mostrano che ora è meno severo che in altre epoche. A questi può aggiungersi l'argomento desunto dagli studi geologici e anteistorici che ci mostrano che all'epoca detta della pietra e del bronzo vivevano in Italia a latitudini molto basse animali che suppongono un clima più rigido. Onde se vi è stata mutazione essa è stata in meglio.

Finalmente concluse esternando il desiderio che venissero da noi più estesi gli studi meteorologici e moltiplicati i punti di osservazione specialmente in ordine a determinare meglio l'influenza delle cause locali.

— Gli *Annali del commercio esterno* della Francia annunziano la creazione e l'apertura di un nuovo porto di commercio sulla costa orientale della Scozia a Granton. Non v'è stato sinora a Granton che una succursale di Leith; un ordine della Tesoreria del 29 dicembre ultimo ne ha fatto un porto indipendente per lo sbarco, l'imbarco e pel deposito di ogni sorta merci, tranne il tabacco.

Sito a nord-ovest della città di Edimborgo, dalla quale non dista che 7 chilometri e a cui è legata per ferrovia, questo porto è a 3 chilometri ovest da Leith nel Firth di Forth. Non può mancare di divenire il centro di un importante movimento marittimo.

Granton appartiene al più ricco proprietario della Scozia il duca di Buccleugh, il quale vi ha speso attorno più di 10 milioni di franchi da alcuni anni in qua e nulla risparmiato pel buon esito della sua intrapresa. Due gettate parallele di 900 metri di lunghezza vi mettono le navi al sicuro dai colpi di vento, piuttosto frequenti in quei paraggi, in uno spazioso bacino, i cui accessi offrono tutte le agevolezze desiderabili per lo sbarco e per lo stanziamento delle merci in magazzino. Sei gru a vapore sono disposte sulla riva per facilitare lo scarico ed il carico delle merci d'ingombro e dei minerali. V'ha anche stalle e ammazzatoi pel bestiame destinato all'approvvigionamento del mercato di Edimborgo.

AMMINISTRAZIONE DELLE POSTE ITALIANE.

UFFICIO DI FIRENZE.

Nota delle lettere e stampe giacenti all'ufficio di affrancamento per difetto di regolare affrancazione dal 4 al 10 giugno 1866.

Lettere: Barberi Guglielmo, Roma — Hayrus Olivieri, Buenos-Ayres — Lastra Claudio, Buenos-Ayres — Muzac I., Port au Prince — Patello cav., Lisbona — Zuccari fratelli, Roma.

Stampe: Costa cav. Giuseppe, Alessandria — (N. 2.) Demarchi Virginio, Lugano — Delbove Leone, B. S. Lorenzo — Denecaria Giorgio, Costantinopoli — Franchi Carlo, Como — (N. 5.) Giusti C. V., Vurzburg — Guigner M.lle, Pagerna — Giacchi Tito, Sepino — Hausenstein a Vogler, Bâle — Manetti E., Firenze — Motroni Leopoldo, Monsumano — Mattiuzzi Giuseppe, Bologna — Pisano Giuseppe, Palermo — Priore di Pinzano, Rufina — Ravazzi Ermete, Castelgiorgio — Ross I., Messina — Steller, Madrid — Triaca Antonio, Mosca — Valsini Federigo, Vicchio.

(*Oggi non è giunto il Corriere d'oltr'Alpi*)

DISPACCI ELETTRICI PRIVATI

(AGENZIA STEFANI)

Parigi, 14.

Situazione della Banca: — Aumento numerario milioni 10 3[4; portafoglio 14 2[5; anticipazioni 7[10; tesoro 19 1[2; conti particolari 7 1[2. Diminuzione nei biglietti 5 2[5.

Chiusura della Borsa di Parigi.

	13	14
Fondi francesi 3 0/0 (in liq)	63 50	64 17
Id. 4 1/2 0/0	92 —	92 50
Consolidati inglesi	86 3/4	86 5/8
Cons. italiano 5 0/0 (in contanti) . .	37 40	39 60
Id. (fine mese) . . .	37 35	39 50
VALORI DIVERSI.		
Azioni del Credito mobiliare francese . .	490	496
Id. italiano	—	—
Id. spagnuolo	235	237
Azioni strade ferrate *Vittorio Emanuele* .	60	60
Id. Lomb.-venete . . .	270	275
Id. Austriache.	282	287
Id. Romane	50	50
Obb. strade ferr. Romane.	96	99

Francoforte, 14.

La Dieta con 9 voti contro 6 adottò la proposta austriaca per la mobilizzazione dell'armata federale. Il rappresentante prussiano signor di Savigny dichiarò che la Prussia usciva dalla Confederazione e abbandonò la seduta.

Assicurasi che l'Annover ricusa il passaggio alla divisione prussiana che recasi nella Westfalia.

Parigi, 14.

Dopo la borsa l'italiano si negoziava a 39 10.

Weimar, 14.

Una circolare della Prussia in data del 12 dichiara di considerare gli Stati che voteranno per la mobilizzazione dell'esercito federale, come se le facessero una dichiarazione di guerra.

Parigi, 14.

Corpo Legislativo. — Garnier Pagès critica energicamente il bombardamento di Valparaiso.

Rouher risponde che il Governo francese vide con dolore il bombardamento di Valparaiso; ricorda la condotta differente tenuta dai Francesi nel 1855 dinanzi Odessa. Dice trattarsi ora di sapere se i Governi neutri debbano concertarsi per domandare agli Spagnuoli riparazione per i nazionali. Tale questione, tanto delicata, non fu ancora discussa completamente. La Francia ha fatto conoscere immediatamente alla Spagna le sue idee in un dispaccio del 22 maggio.

Carlsruhe, 14.

La Camera dei deputati votò all'unanimità un credito di 3,813,000 fiorini per mobilizzare l'armata.

Francoforte, 14.

Il presidente della Dieta protestò contro la condotta della Prussia sostenendo che l'unione della Confederazione è indissolubile.

L'Austria, la Baviera, il Wurtemberg, l'Annover, la Sassonia, l'Assia Elettorale, l'Assia Ducale, il Nassau e la Sesta Curia, hanno votato per la proposta austriaca; il Baden si è astenuto.

Vienna, 14.

L'Imperatore, rispondendo all'indirizzo del municipio, disse che ha fatto ogni sforzo per mantenere la pace e la libertà della Germania e che ora imbrandisce la spada, confidando in Dio, nella giustizia del proprio diritto e nel valore dell'esercito.

Berlino, 15.

La esportazione delle farine, del pane e delle carni è stata proibita alla frontiera Sassone da Thorn fino a Seidenberg.

Cassel, 15.

Il ministro prussiano protestò energicamente contro il ricevimento ufficiale fatto alle truppe austriache e dichiarò che partirebbe da Cassel se non gli venissero date spiegazioni soddisfacenti.

TEATRI

SPETTACOLI D'OGGI.

ARENA NAZIONALE, ore 7 — La drammatica compagnia diretta da G. Gattinelli rappresenta: ***Madamigella Rachele* o *Il padre Procolo* — *Il puzzo del sigaro.***

ARENA GOLDONI, ore 7 — La drammatica compagnia diretta da Ant. Papadopoli rappresenta: *Il Nerone dell'Inghilterra*, ovvero *I misteri della torre di Londra.*

POLITEAMA VITTORIO EMANUELE, ore 8 — Rappresentazione della compagnia equestre di G. Ciniselli.

LISTINO OFFICIALE DELLA BORSA COMMERCIALE (Firenze, 15 giugno 1866).

VALORI	VALORE NOMINALE	FINE CORRENTE L	FINE CORRENTE D	FINE PROSSIMO L	FINE PROSSIMO D	NOMINALE	PREZZI FATTI
Rendita Ital. 5 % god. 1 gen. 66		46 »	45 3/4	» »	» »	» »	» »
Detto in sott. . . . . . . » »		» »	» »	» »	» »	» »	» »
» 3 % . . . . » 1 aprile		32 1/2	31 1/2	» »	» »	» »	» »
Impr. Ferriere 5 % » 1 gen. 66	840	» »	» »	» »	» »	» »	» »
Obb. del Tesoro 1849 5 % p. 10. . . . . » »	840	» »	» »	» »	» »	» »	» »
Az. Banca Naz. Tosc. » 1866	000	1300	» »	» »	» »	» »	» »
Dette Banca Nazion. nel Regno d'Italia » »	1000	» »	» »	» »	» »	1200	» »
Cassa di sconto Toscana in sott	250	» »	» »	» »	» »	» »	» »
Banca di Cred. It. god. 1 gen. 66	500	» »	» »	» »	» »	» »	» »
Obblig. Tabacco . . . . » »	1180	» »	» »	» »	» »	» »	» »
Az. SS. FF. Romane. » 1 ott. 65	500	» »	» »	» »	» »	» »	» »
Dette con prelaz. 5 % (Ant. Cent. Toscane) » »	500	» »	» »	» »	» »	» »	» »
Obblig. 5 % delle sud. » »	500	» »	» »	» »	» »	» »	» »
Obb. 3 % SS. FF. Rom. » »	500	» »	» »	» »	» »	» »	» »
Az. ant. SS. FF. Liv. » gen. 66	420	» »	» »	» »	» »	» »	» »
Dette (ded. il suppl.) » »	420	» »	» »	» »	» »	» »	» »
Obb. 3 % delle sudd. » »	500	» »	» »	» »	» »	» »	» »
Dette . . . . » 1 ott. 65	420	» »	» »	» »	» »	» »	» »
Obb. 5 % SS. FF. Mar. » 1 gen. 66	500	» »	» »	» »	» »	» »	» »
Dette (ded. il suppl.) » »	500	» »	» »	» »	» »	» »	» »
Az. SS. FF. Merid. . » »	500	» »	» »	» »	» »	» »	» »
Obbl. 3 % delle dette » 1 aprile	500	» »	» »	» »	» »	» »	» »
Ob. dem. 5 % serie c. » »	505	305 »	295 »	» »	» »	» »	» »
Dette serie non comp. » »	505	» »	» »	» »	» »	» »	» »
Impr. com. 5 % obbl. » 1 gen 66	500	» »	» »	» »	» »	» »	» »
Detto in sottoscriz. . » »	500	» »	» »	» »	» »	» »	» »
Detto liberate . . . . . . » »	500	» »	» »	» »	» »	» »	» »
Impr. com. di Napoli » »	500	» »	» »	» »	» »	» »	» »
Detto di Siena. . . . . . » »	500	» »	» »	» »	» »	» »	» »
Pantelegrafo Caselli » »		» »	» »	» »	» »	» »	» »
Motore Barsanti Matteucci. . . . 1ª serie » »		» »	» »	» »	» »	» »	» »
Detto detto 2ª serie » »		» »	» »	» »	» »	» »	» »
5 % Ital. in picc. pezzi » »		» »	» »	» »	» »	50 »	» »
3 % Idem Idem » »		» »	» »	» »	» »	33 »	» »

CAMBI	GIORNI	L	D
LIVORNO	8		
Detto	30		
Detto	60		
ROMA	30		
BOLOGNA	30		
ANCONA	30		
NAPOLI	30		
MILANO	30		
GENOVA	30		
TORINO	30		
VENEZIA e f. g.	30		
TRIESTE	30		
Detto	90		
VIENNA	30		
Detto	90		
AUGUSTA	30		
Detto	90		
FRANCOFORTE	30		
AMSTERDAM. .	90		
AMBURGO	90		
LONDRA.	30		
Detto	90		
PARIGI	30		
Detto	90		
LIONE	90		
Detto	90		
MARSIGLIA. . .	90		
Napoleoni d'oro		22 60	22 50
Sconto Banca			

VALORI A PREMI	FINE CORRENTE Prezzo Lettera	FINE CORRENTE Prezzo Denaro	FINE CORRENTE Premio	FINE PROSSIMO Prezzo Lettera	FINE PROSSIMO Prezzo Denaro	FINE PROSSIMO Premio
5 % godimento 1° gennaio	» »	» »	» »	» »	» »	» »
3 % » 1° settembre	» »	» »	» »	» »	» »	» »
Azioni Strade Ferrate Livornesi	» »	» »	» »	» »	» »	» »
Dette Meridionali	» »	» »	» »	» »	» »	» »

OSSERVAZIONI

Prezzi fatti del 5 % 43 1/4 contanti ex coupon.

Il Sindaco AMERIGO MORTARA.

FRANCESCO BARBERIS, *gerente.*

MUNICIPIO DI FIRENZE

AVVISO ai possessori delle promesse di obbligazioni 1ª Emissione del 2° Imprestito.

Affinchè i possessori delle promesse di obbligazioni del 2° Imprestito di questo municipio possano cambiare quelle saldate coi titoli definitivi anche nei luoghi ove fu aperta la sottoscrizione si rende noto che alla tesoreria municipale ed alle sedi in Firenze della Banca Nazionale d'Italia e della Banca Toscana, come alle sedi e succursali delle dette Banche in Livorno, Pisa, Lucca, Arezzo, Siena, Pistoia, Torino, Genova, Milano, Napoli, Bologna e Perugia, dovrà prima del dì 20 giugno corrente esser fatta richiesta in iscritto da ciascuno dei possessori che avessero già saldate o che volessero saldare le promesse alla scadenza 1° luglio prossimo del numero preciso delle obbligazioni definitive che vogliono ritirare, e dovrà essere indicato in quale dei detti posti vogliasi effettuare il cambio.

Sarà grato il sottoscitto ai signori direttori degli altri giornali d'Italia che avessero la compiacenza di riprodurre il presente avviso, onde abbia la maggiore pubblicità possibile.

Dal palazzo municipale.
Li 7 giugno 1866.

Il sindaco
1503 L. G. Cambray-Digny.

FALLIMENTO DELLA LINEA D'ITALIA

Avviso ai creditori e portatori d'obbligazioni.

L'ultima assemblea per l'ammissione dei creditori ed obbligatari al passivo del fallimento della strada ferrata della linea d'Italia per il Simplon è irrevocabilmente fissata il 17 giugno 1866.

Il 10 luglio prossimo venturo, a 2 ore pomeridiane, avrà luogo a Ginevra, nella sala del tribunale di commercio un'assemblea di tutti i creditori ed obbligatari ammessi al passivo per procedere conformemente all'articolo 504 e quello che segue del Codice di commercio.

1568 Il sindaco.

IL SINDACO
DELLA CITTÀ E COMUNE DI LUCCA

Inerendo al disposto dell'articolo 13 della notificazione in data 27 agosto 1859,

Notifica:

Nel giorno di lunedì 2 luglio prossimo, alle ore 10 antimeridiane, nella sala del palazzo civico, sarà proceduto all'estrazione delle nove cartelle dell'Imprestito comunale da ammortizzarsi nel primo semestre dell'anno corrente, come dal prospetto annesso alla precitata notificazione.

Lucca, dal palazzo civico, li 14 giugno 1866.

1569 Del Prete.

MUNICIPIO DI ATENA

AVVISO DI CONCORSO.

Il sindaco del comune di Atena,
Vista la deliberazione del Consiglio municipale del dì venti prossimo passato maggio, debitamente approvata dalla regia sotto-prefettura;

Notifica:

È aperto il concorso ad un posto di medico-chirurgo condotto per la durata di un quinquennio, coll'obbligo di curare tutti i comunisti indistintamente e per l'annuo stipendio fissato in bilancio di lire 1148, oltre ad altre lire 60 per la vaccinazione.

Gli aspiranti dovranno corredare le domande dei necessari documenti in appoggio.

Atena, 11 giugno 1866.

1566 Il sindaco.

COMUNE DI GREVE

AVVISO.

Il sottoscritto sindaco del comune di Greve, inerendo alla deliberazione della Giunta municipale del 9 giugno stante, rende noto:

Al seguito di spontanea rinunzia del dottor Giuseppe Sbragia, è aperto il concorso all'impiego di medico-chirurgo della sezione di Pian di San Polo in questo comune, cui è annesso l'annuo stipendio di lire 1,260, più lire 120 per rimunerazione annua per le visite necroscopiche.

Gli oneri annessi a tale impiego sono descritti in apposito quaderno, che si conserva ed è ostensibile nell'uffizio comunale.

Si avverte che fra gli oneri sono compresi i seguenti:

Residenza nella sezione di Pian di San Polo; l'obbligo della cavalcatura; visita gratuita ai militari, gettatelli e miserabili soltanto, dovendo dagli altri essere retribuita a forma della tariffa stata approvata dal Consiglio comunale.

Laonde il sottoscritto invita gli esercenti ad aver trasmesso a quest'uffizio franche di posta, a tutto il 10 di luglio prossimo, le loro istanze in carta da bollo da centesimi cinquanta, corredate degli appresso documenti:

1° Matricole medica e chirurgica.
2° Fede di buona condotta morale e politica.
3° Fede di nascita e
4° Fede di buona salute.

Greve, dall'uffizio comunale.
Li 12 giugno 1866.

Il sindaco
1561 Guido De Lucchi.

SOCIETÀ ANONIMA
DELLA
FERROVIA A CAVALLI SETTIMO-RIVAROLO

L'assemblea generale annua, che doveva aver luogo il giorno 29 maggio, è stabilita pel 20 giugno corrente, alle ore 10 antimeridiane, nel solito locale dell'Amministrazione, via Barbaroux, n° 28, Torino.

Ordine del giorno:

1° Relazione del Consiglio d'amministrazione;
2° Relazione del Consiglio di revisione nel conto 1864-65;
3° Nomina di consiglieri;
4° Disposizioni per l'apertura dell'intera linea al pubblico servizio;
5° Modificazioni di alcuni articoli dello statuto sociale.

1458 L'Amministrazione.

FIRENZE. — Tip. EREDI BOTTA, via del Castellaccio, 20.

AVVISO. 1562

Con decreto dei quattro corrente il pretore di Vicopisano fissò l'udienza dei ventisei luglio prossimo avvenire, per la distribuzione degli assegnamenti ai creditori della eredità giacente del fu Jacopo Danesi, decesso a San Giovanni alla Vena il dì due maggio 1864; — perciò si notifica a tutti gli aventi interesse di presentare i loro titoli di credito in detto giorno, senza altro avviso o citazione.

Ed autorizzò il curatore Leopoldo Paoli di farsi consegnare da chi fosse per ritenere gli assegnamenti attinenti a detta eredità, e depositarli entro quindici giorni alla Cassa dei depositi, onde sia proceduto ai termini della legge.

Dalla cancelleria della pretura ridetta, li undici giugno mille ottocentosessantasei,

Il cancelliere
G. BERTOLINI.

AVVISO. 1565

Pietro del fu Antonio Chiapperini possidente domiciliato al Fitto di Cecina (provincia di Pisa) previene il pubblico ad ogni buon fine ed effetto che non intende riconoscere verun debito che avesse contratto o che fosse per contrarre il di lui figlio Aristide, e ciò perchè quest'ultimo non ha alcuna comunione d'interessi col padre, nè convive con esso.

Li 13 giugno 1866.
PIETRO CHIAPPERINI.

AVVISO. 1564

Il sottoscritto cancelliere del primo mandamento di Pistoia fa noto a chiunque vi abbia interesse che con decreto del pretore di detto mandamento proferito nel dì otto del corrente mese di giugno, è stata dichiarata giacente la eredità relitta da Sperandio del fu Giovanni Battista Lucarelli, di Arcigliano, morto il dì 18 settembre 1865, ed è stato nominato in curatore alla eredità stessa il signor Luigi Bargiacchi di Pistoia.

Li 9 giugno 1866.
Dott. BRANDAGLIA, canc.

AVVISO.

Il presidente del tribunale civile di Volterra, con sua ordinanza dei 28 maggio 1866, ha dichiarato aperto il giudizio di graduazione sul prezzo dei beni venduti a danno di Ettore e Giovanni Giovannini, deliberati con decreto di questo tribunale al signor Federigo Mori per lire nuove 6,750, delegando alla istruzione di questo giudizio il signor giudice Paolo Niccolai; ha ordinato ai creditori inscritti di depositare nella cancelleria di questo tribunale la loro domanda di collocazione, e dei documenti giustificativi nel termine di giorni trenta, mandando la ordinanza stessa affiggersi nei luoghi indicati ai numeri 1 e 2 dell'articolo 668 del Codice di procedura civile, ed inserirsi per due volte in estratto nel giornale degli annunzi giudiciarii e notificarsi ai debitori espropriati fratelli Giovannini ed ai creditori inscritti ai termini di legge, non che al detto liberatario Federigo Mori per gli effetti di ragione, e procedersi per ogni resto ai termini degli articoli 709 e seguenti del Codice di procedura civile.

Dalla cancelleria del tribunale civile di Volterra, li 11 giugno 1866.

Il cancelliere
1567 A. BACIOCHI.

SENTENZA. 1563

In nome di Sua Maestà Vittorio Emanuele II, per grazia di Dio, e per volontà della nazione, Re d'Italia:

Il tribunale civile e correzionale di Pisa.

Nella causa di esecuzione immobiliare promossa;

Dalla signora Riccarda Frugoli vedova del signor Giovanni Gervasi, attendente alle cure domestiche, domiciliata in Livorno, ed elettivamente in Pisa, presso messer Lorenzo Mannori, da esso rappresentata come suo procuratore legale;

contro:

Gabbriello Montanelli possidente, pubblico mezzano, domiciliato a Livorno, ed elettivamente in Pisa, presso messer Antonio Moschini, di lui procuratore legale, debitore espropriato.

Sentito all'udienza del presente giorno messer Lorenzo Mannori, il quale nell'interesse della sua rappresentata, chiedeva che venisse destinata un'altra udienza per procedere agli incanti già stabiliti con precedente sentenza, per l'udienza di questo stesso giorno, e ciò per non essere stati compiti trenta giorni prima dell'udienza stessa le notificazioni, pubblicazioni e inserzioni prescritte dall'articolo 668 del Codice di procedura civile.

Ritenuto in fatto, che queste formalità non sono state nel tempo debito adempiute.

E considerando in diritto, che l'adempimento delle medesime è prescritto a pena di nullità dall'articolo 707 del Codice medesimo e che ad evitare conseguentemente la nullità degl'incanti, occorre che venga proceduto alla rinnovazione delle formalità precitate in conformità delle prescrizioni contenute nell'art. 671.

Dichiara doversi aggiornare ad altra udienza gl'incanti dei beni immobili che si vanno ad espropriare a danno di Gabbriello Montanelli, stati fissati con sentenza del ventiquattro aprile prossimo decorso, per l'udienza di questo stesso giorno.

Destina a tale oggetto l'udienza del ventisei giugno corrente, ed ordina che otto giorni almeno prima dell'udienza stessa vengano rinnovate a cura della creditrice istante Riccarda Frugoli la pubblicazione, ed affissione e inserzione nel giornale, ed il deposito a forma dell'art. 668.

Pone le spese del presente giudizio a carico del prezzo dei beni da escutersi e da prelevarsi con privilegio, salvo a favore delle parti interessate il diritto al regresso contro chi e come di ragione.

Così pronunciato in Camera di consiglio, li 12 giugno 1866.

A. FANOI, vice-pres.
S. SALVI.
A. G. ROSSI.
A. CIANCHI.

Li dodici giugno mille ottocentosessantasei, in Pisa.

La soprascritta sentenza venne letta e pubblicata a norma di legge, alla pubblica udienza civile del soprascritto giorno, sedendo i sopra firmati funzionari giudicanti, e con intervento del sostituto procuratore del Re Ant. Anacleto Tronci, V. Cianchi.

Per copia conforme, salvo ecc.
V. CIANCHI, vice-canc.

Pisa, li 13 giugno 1866.
Per copia conforme

D. L. MANNORI.